2389

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE**

Dakar, le 06 mars 2003

=====

**Cellule de Suivi Opérationnel
Des Projets et Programmes de Lutte
Contre la Pauvreté**

Termes de référence de l'étude de faisabilité d'un observatoire social au Sénégal

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La société sénégalaise subit des mutations avec la crise économique, les migrations (émigration), l'urbanisation, l'ouverture vers l'extérieur, la pauvreté qui contribuent à modifier les pratiques sociales, culturelles et les comportements économiques. Sur le plan social on remarque un dynamisme qui se manifeste surtout chez les jeunes entrepreneurs faisant preuves d'initiatives, également dans les milieux artistiques et culturels qui font preuve de créativité et de synthèses. La place et le rôle assignés aux différentes catégories sociales et aux sexes (genres) subissent des évolutions. De nouveaux groupes, parmi lesquels les jeunes, les femmes et des confréries, des commerçants, émergent en tant qu'acteurs sociaux et économiques. Face à cette situation, on assiste de la part des individus, des ménages ou des groupes sociaux, à une remise en cause des habitudes traditionnelles, à l'apparition de comportements nouveaux et à une nouvelle vision de la société.

Dans certains cas, ces comportements ne sont que de simples modifications d'attitude afin d'améliorer une situation devenue difficile (par exemple changement de mode de consommation, diversification des relations sociales), dans d'autres cas, il s'agit de nouvelles tendances à long terme (innovations sociales, création d'emplois, modification des comportements démographiques, etc.). On peut noter également une recherche d'une nouvelle référence éthique. Il en résulte, d'un côté, l'apparition de comportements déviants (délinquance, violences, prostitution), et de l'autre, des innovations porteuses de progrès (associations de jeunes, travaux informels, revendications politiques, prises de responsabilités, etc.). De même un certain nombre de valeurs familiales traditionnelles sont maintenant différemment perçues en raison de l'acuité des contraintes financières. On peut citer la forte croissance du coût de scolarisation et d'éducation des enfants, recul de l'âge au mariage, plus grande difficulté à s'établir et à fonder une famille, etc. De plus, les valeurs de réussite individuelle deviennent prédominantes dans les relations sociales.

Pour développer le pays, le Gouvernement du Sénégal a mis en place des programmes sociaux le plus important étant le Programme de Lutte contre la Pauvreté (PLP). Celui-ci vise principalement à satisfaire la demande sociale des personnes exclues du processus de développement économique et social et à leur faire bénéficier des fruits de la croissance économique. Le PLP s'appuie sur une stratégie de développement (notée dans le Document de Stratégies de Lutte Contre la Pauvreté) de nature à promouvoir une croissance économique forte et durable, à améliorer les conditions de vie des ménages et à renforcer les capacités des populations pauvres.

Selon le DSRP, le manque de moyens des pauvres favorise une détérioration continue des conditions de vie, aggrave les inégalités et mène, à terme, à

l'extrême pauvreté. En l'absence d'assistance de l'État et sans une solidarité communautaire soutenue liée à la transformation des repères éthiques et culturels, cette dynamique conduit à une rupture des liens sociaux et à l'exclusion des couches les plus défavorisées. Un tel déficit ou défaut de relations sociales, pousse certains individus à la violence, la délinquance, la mendicité, la prostitution, le travail des enfants comme alternative, la dégradation de l'environnement, etc.

Le PLP bénéficie de l'appui des différents partenaires au développement. Cet appui contribue au renforcement des capacités d'analyse et de gestion du développement social et économique. Il voudrait également mettre en place des outils permettant de suivre les groupes vulnérables mais aussi un système social, intégrant et harmonisant les différentes sources de données pertinentes sur la problématique sociale. L'augmentation de la pauvreté semble être confirmée par les informations recueillies lors des enquêtes. Mais il faut remarquer les situations suivantes : (i) Le phénomène de pauvreté n'est pas toujours facilement perceptible en raison de la disparité des situations et des instruments employés, (ii) que l'évolution du niveau de pauvreté est lié à la reprise de la croissance, mais aussi à d'autres considérations sociales, culturelles, éthiques et (iii) que les populations ont leur propre perception en matière de pauvreté, ce qui n'est pas sans avoir un impact sur l'élaboration des politiques économiques et sociales et de types d'indicateurs à confectionner.

Les enquêtes qualitatives montrent que le concept de la pauvreté n'est pas perçu de la même manière par les populations selon le groupe social d'appartenance, leur genre, les régions et zones géographiques et les milieux urbains ou ruraux. Cependant, si l'on veut à l'avenir tirer un maximum d'enseignements sur les conditions de vie des populations en utilisant des systèmes d'information, qui articulent enquêtes quantitatives et approches qualitatives, il faudra s'assurer que les objectifs suivants a guidé leur élaboration : (i) une description de la situation des ménages (sociale, culturelle, mais aussi niveau de pauvreté et niveau de vie, conditions de vie, niveau des inégalités, importance des redistributions) ; (ii) une analyse des changements dans les comportements (accroissement ou diminution de consommations, substitution entre produits et activités, occurrences et nouvelles apparitions dans les comportements) ; (iii) une compréhension des aspirations des ménages (perception subjective de leur situation, événements du cycle de vie, réalisation des besoins fondamentaux, etc.).

II. OBJECTIFS DE L'OBSERVATOIRE SOCIAL

Dans le souci d'approfondir les connaissances dans le domaine social, le Gouvernement accorde une attention particulière à la mise en place d'un système d'information adéquat permettant d'avoir une vision surtout pour ce qui concerne les changements dans le niveau de vie des populations et l'impact des politiques, projets et programmes de développement économique et social.

L'observatoire social aura pour objectifs :

- 1- Contenir des indicateurs sur les mesures publiques concernant les familles le soutien économique, les dispositions fiscales, le marché du travail, le droit de la famille, les lois sur les normes du travail, l'éducation et la santé, etc., de même que des indicateurs sur les politiques familiales de lutte contre la pauvreté et dans tous les domaines de la vie sociale (l'éducation, les loisirs, la consommation, le travail, la culture, le cadre juridique, les naissances)
- 2- Mesurer les changements et les éléments sociaux et culturels. Actuellement bien des éléments sociaux ne sont pas bien pris en compte, de façon suffisamment représentative, dans les enquêtes auprès des ménages. Ceci en raison tantôt d'une définition insuffisante des concepts tantôt de l'inexistence d'indicateurs appropriés dans les domaines plus culturel, politique ou d'éthique, ou de la non-compréhension d'un phénomène complexe dans sa globalité. Il en résulte que seules les hypothèses économiques restent facilement mesurées et vérifiées, en dépit d'efforts pour intégrer les autres dimensions sociale, culturelle, politique et d'éthique.
- 3- Faire un suivi d'indicateurs concernant modernisation de la société sénégalaise : plusieurs chercheurs énumèrent les indicateurs qui sont associés à la modernisation à savoir :
 - L'urbanisation (le passage de la campagne à la ville),
 - La scolarisation : Une société en voie de la modernisation a besoin d'individus qualifiés et performants, hautement compétitifs. L'individu même ne peut s'assurer d'un meilleur statut social que par l'acquisition de connaissance et de compétences. Une importance est accordé à l'éducation formelle et l'acquisition des connaissances spécialisées
 - La communication de masse : La diffusion de l'information et des valeurs de la société moderne à un large public par la radio et la télévision. Les concepts de société traditionnelle et de société moderne sont de types idéaux, des constructions théoriques utilisées pour analyser le changement social. Il est bien certain que dans la réalité sociale les deux types ne s'opposent pas totalement, se chevauchent même ou intègrent des traits de l'un de l'autre. La société traditionnelle est loin d'être toujours aussi stable et homogène, et d'autre part réfractaire à tout changement. En fait la tradition et le développement peuvent coexister. Il n'y a pas d'incompatibilité absolue entre tradition et modernisation et surtout, le processus de modernisation d'une société ne s'effectue pas subitement ni de manière linéaire.
- 4.
- 5.

III. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ

L'étude de faisabilité a pour objectif général la conception d'un observatoire, fiable et performant. Il s'agira plus spécifiquement d'évaluer le système d'information, définir les besoins et les produits de l'observatoire et proposer une meilleure option organisationnelle et financière. L'étude permettra ainsi de répondre aux questions portant sur :

Les acteurs : déterminer ceux qui fournissent et ceux qui utilisent l'information pour des décisions bien précises. Il s'agira ensuite de définir les besoins et évaluer le système d'information dans le sens de répondre à ce besoin.

Les données : définir les besoins en information, les données à collecter et l'organisation de l'alimentation continue de l'observatoire en données.

Les procédures : Préciser les interrelations entre les acteurs et les données et entre les acteurs eux-mêmes.

Les outils : Évaluer les outils nécessaires pour la prise des décisions.

La structure : Proposer une structure et un organigramme de l'observatoire qui intègre tous les aspects à savoir les moyens humains et matériels. Il sera d'abord nécessaire de fournir des propositions d'ordre administratif et juridique, telles que les procédures de recrutement et la situation légale.

IV. MANDAT DES CONSULTANTS

Le bureau d'étude choisi devra mener les activités ci-après :

1. DÉFINITION DES BESOINS ET ÉVALUATION DU SYSTÈME D'INFORMATION

S'appuyer sur la recherche documentaire et une série d'interviews auprès des principaux producteurs et utilisateurs d'informations de l'observatoire social pour :

- Identifier et évaluer les sources actuelles d'informations pertinentes et spécifier le type et la périodicité des informations disponibles.
- Procéder à une identification des besoins en information en faisant ressortir clairement la typologie des utilisateurs en groupes et en sous-groupes ;
- Procéder à l'évaluation des besoins des utilisateurs et en faisant ressortir une typologie des informations attendues, identifier celles qui sont à caractère général et celles à caractère spécifique.
- Dégager de cette identification les principales conclusions sur les besoins en information en précisant le niveau de la demande, les attentes des utilisateurs.
- Identifier et évaluer les différentes contraintes tant matérielles qu'humaines en terme de production, de traitement et d'analyse des données et de publication des résultats.

2. DÉFINITION DES PRODUITS DE L'OBSERVATOIRE

- Dégager les principes devant guider la sélection des produits. Fournir une description détaillée sur les produits envisageables, fiables et réguliers, en fonction des objectifs de l'observatoire, des moyens disponibles et des besoins des utilisateurs.
- Faire des propositions sur les blocs d'informations et les indicateurs qu'il faudra produire et les outils (instruments) d'investigations qui permettront d'atteindre ces objectifs.
- Dégager le meilleur choix technique et organisationnel permettant de maintenir le dispositif à la pointe des progrès en matière de diffusion de l'information.

3. PROPOSITION D'UNE ORGANISATION ET ANCRAGE INSTITUTIONNEL

- Proposer une meilleure articulation institutionnelle à l'organigramme de l'organisation devant loger l'observatoire, en précisant la relation juridique avec les partenaires technique et en montrant la cohérence du dispositif et sa viabilité à long terme.
- Proposer un plan de communication permettant de faciliter la collecte des données aux niveaux des services techniques pour une publication régulière des résultats. Il faut déterminer des méthodes d'investigation et une périodicité qui permettraient de recueillir les diverses informations.
- Évaluer les moyens humains, en distinguant le personnel de gestion et technique (Administrateur du réseau, Sociologues, Statisticien, etc.) et le personnel d'appui, qui devront être consacrés au bon fonctionnement de l'observatoire, en tenant compte des choix effectués pour son contenu, son organisation et sa gestion.
- Se baser sur différentes hypothèses (optimale/intermédiaire/minimale) et décrire la meilleure organisation technique informatique pour les différentes structures à mettre en place (par exemple, atelier de collecte et de mise à jour, serveur d'information, équipements décentralisés, équipements des sites pilotes reliés au serveur, etc.)

4. PROPOSITION D'UNE APPROCHE BUDGÉTAIRE ET TECHNIQUE

- Présenter une option organisationnelle et financière optimale en fonction des objectifs fixés et des contraintes de budget.
- Proposer la meilleure architecture répondant aux objectifs de l'observatoire en prenant en compte si nécessaire des éléments de dépenses comme le serveur, la collecte et l'analyse, l'équipement des sites pilotes, les frais de formation, etc.
- Estimer les recettes (bilan prévisionnel) devant être générées par l'observatoire sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages.

5. RESTITUER LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

IV. PROFIL DES CONSULTANTS

La réalisation de ce travail nécessitera des compétences et une très grande expérience dans la mise en place des observatoires dans le domaine social. Le travail peut être confié à un cabinet disposant des compétences ci-dessus mentionnées ou à une équipe de consultants disposant des compétences et une expérience requises. L'équipe devra comprendre un sociologue spécialiste de l'analyse de la pauvreté et des questions sociales, un spécialiste des systèmes d'information et de développement d'applications et un statisticien.

Les candidats seront sélectionnés sur la base d'une offre technique et financière faisant apparaître :

- Une méthodologie claire et précise permettant d'apprécier la compréhension du mandant en faisant ressortir les activités à mener pour la réalisation de l'étude
- Une présentation de l'expérience du cabinet accompagnée par la production de documents attestant des trois derniers travaux sur la mise en place des observatoires dans le domaine économique et social.
- Le curriculum vitae des experts devant intervenir dans la consultation afin d'avoir une bonne appréciation de l'expérience des ressources humaines disponibles
- Le calendrier de réalisation de l'étude en faisant ressortir l'articulation entre les différentes étapes du travail dans le cadre d'un chronogramme des activités clair et précis
- Un budget détaillé faisant apparaître les moyens matériels et les ressources humaines à consacrer à la mise en place et au bon fonctionnement de l'observatoire sur la pauvreté et les conditions de vie des ménages, tout en tenant compte de son contenu, de son organisation et de sa gestion.

V. SUPERVISION ET APPUI

Le Comité de Suivi mis en place à cet effet, assurera la supervision de l'étude. Les consultants devront rendre compte régulièrement à ce comité de suivi, de l'évolution de leurs travaux. L'Administration mettra à la disposition des consultants toutes les informations documentaires disponibles. Elle veillera également à ce que les consultants aient accès à tous les renseignements dont ils auront besoin pour accomplir leur mission.

VI. DURÉE DE L'ÉTUDE

La durée de l'étude est de cinquante jours (50) ouvrables, soit dix semaines. Cette période court à partir de la date de validation de la note d'orientation

méthodologique et technique. Les résultats devraient être disponibles à l'échéance de ce délai.

VII. PRODUITS ATTENDUS

Un pré-rapport devra être soumis à l'appréciation du Comité de Suivi au moins deux semaines avant le dépôt du rapport définitif. Le comité de suivi de l'étude fera parvenir au Bureau des Consultants, ses observations dans les 10 jours qui suivent le dépôt de pré-rapport. Le bureau dispose à son tour de 10 jours pour intégrer les observations et déposer le projet de rapport définitif en dix (10) exemplaires chez le Coordonnateur du CSMDS, avec une copie sur disquette saisie avec le logiciel Word 2000. Pour finaliser le document, le cabinet est tenu à participer à la journée de restitution générale du rapport, en vue de noter les observations émises par les participants et finaliser le document en conséquence et de prendre en considération des observations émises dans le rapport final. Cette restitution est une partie intégrante de la validation du rapport.

VIII. ASPECTS CONTRACTUELS

Les honoraires de consultants et des modalités de paiement seront intégrés dans le contrat de prestation des services. Les conditions financières (honoraires) seront basées sur les taux en application dans le système des Nations Unies.